

# JOURNAL DE LA SOCIÉTÉ STATISTIQUE DE PARIS

JSFS

**Vie de la société**

*Journal de la société statistique de Paris*, tome 27 (1886), p. 1-5

[http://www.numdam.org/item?id=JSFS\\_1886\\_\\_27\\_\\_1\\_0](http://www.numdam.org/item?id=JSFS_1886__27__1_0)

© Société de statistique de Paris, 1886, tous droits réservés.

L'accès aux archives de la revue « Journal de la société statistique de Paris » (<http://publications-sfds.math.cnrs.fr/index.php/J-SFdS>) implique l'accord avec les conditions générales d'utilisation (<http://www.numdam.org/conditions>). Toute utilisation commerciale ou impression systématique est constitutive d'une infraction pénale. Toute copie ou impression de ce fichier doit contenir la présente mention de copyright.

NUMDAM

Article numérisé dans le cadre du programme  
Numérisation de documents anciens mathématiques  
<http://www.numdam.org/>

# JOURNAL

DE LA

## SOCIÉTÉ DE STATISTIQUE DE PARIS

---

N° 1. — JANVIER 1886.

---

I.

PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DU 16 DÉCEMBRE 1885.

La séance est ouverte à 9 heures, sous la présidence de M. Léon Say.

Le procès-verbal de la séance du 18 novembre est adopté.

M. le Secrétaire général se dit heureux de pouvoir annoncer à la Société qu'un de ses membres les plus jeunes, mais non les moins distingués, vient d'obtenir, à la suite du concours du prix Montyon de statistique de l'Académie des sciences, une mention très honorable pour sa belle carte de la densité des communes. (*Applaudissements.*)

Il est procédé à l'élection de membres nouveaux :

MM. Wilson et Robÿns proposent, en qualité de membres titulaires :

MM. GRODET, sous-directeur au ministère de la marine et des colonies ;

HÉBRARD DE VILLENEUVE, maître des requêtes au Conseil d'État.

De leur côté, MM. Léon Say et de Foville soutiennent la candidature de :

MM. RÉNÉ LISLE, inspecteur des finances ;

DESROIS DU ROURE, inspecteur des finances.

Ces quatre candidats sont élus à l'unanimité membres titulaires de la Société.

M. le Président donne la parole à M. CHEYSSON, pour la lecture de son rapport sur le concours ouvert par la Société sur la *question des moyennes*. (Prix de 1885.)

L'honorable membre annonce qu'il n'a pu terminer son rapport en temps utile, mais il s'engage à le présenter dans la séance de janvier.

Notre collègue, M. PEDRO LAMAS, fait part à la Société de la fondation récente d'une institution portant le titre d'*Académie de l'Amérique latine*, dont un autre de nos collègues, M. Torres-Cañedo, ancien ministre plénipotentiaire, a bien voulu accepter la présidence à vie. L'Académie compte au nombre de ses adhérents plusieurs membres de la Société de statistique de Paris, au nombre desquels nous cite-

rons MM. Ferdinand de Lesseps, Fournier de Flaix, Yves Guyot, Clément Juglar, E. Levasseur, Paul Leroy-Beaulieu, Léon Say, Wilson, Loua, Cheysson, etc.

Il n'existait à Paris aucune association cosmopolite d'études américaines. La fondation de l'Académie latine répond à cette nécessité. Ajoutons qu'en dehors de son but permanent, elle vise l'organisation d'un Congrès des pays latins de l'Amérique pour l'année 1889, centenaire de la Révolution. Il y sera traité spécialement des questions relatives à l'application, dans lesdits pays, des principes de 89, ainsi que d'autres matières concernant la géographie, la statistique, l'histoire, la littérature et l'économie politique.

Les adhésions doivent être envoyées à M. Pedro Lamas, 17, avenue Carnot.

Parmi les ouvrages adressés à la Société, M. le Secrétaire général appelle particulièrement l'attention sur la statistique générale de l'Algérie pour les années 1882 à 1884, et fait ressortir en peu de mots l'importance des renseignements que contient cet ouvrage sur la situation militaire, économique et agricole de cette magnifique colonie, dont les progrès sont incessants, mais se sont manifestés surtout dans cette dernière période.

Il analyse ensuite très brièvement une brochure relative au service des aliénés dans le royaume des Pays-Bas, de notre collègue M. Oudart, directeur général au ministère de la justice de Belgique.

L'ordre du jour appelle les élections pour le renouvellement des membres du Bureau.

48 bulletins sont déposés dans l'urne, et il résulte du dépouillement du scrutin que les candidats présentés par le Conseil ont obtenu, chacun à une voix près, l'unanimité des suffrages.

M. le Président proclame les résultats du scrutin et déclare élus :

M. DE FOVILLE, *président* ;

M. YVERNÈS, *vice-président* ;

MM. DE CRISENOY et KELLER, *membres du Conseil*.

Par suite de ces nominations, le Bureau de la Société se trouve ainsi composé, pour l'année 1886 :

*Président*. . . . . M. de Foville ;

*Vice-présidents* . . MM. Lafabrigue, Tisserand et Yvernès ;

*Secrétaire général* . M. Toussaint Loua ;

*Trésorier*. . . . . M. Jules Robÿns ;

*Membres du Conseil* : MM. Émile Boutin, Broch, Cochut, D<sup>r</sup> Jacques Bertillon, de Crisenoy, Keller ;

*Secrétaire adjoint*. . M. A. Liégeard.

En l'absence de M. Fournier de Flaix qui devait, en cette séance, présenter un travail sur la production et la consommation des métaux précieux, M. le Président dit qu'il y a lieu de continuer la discussion sur la question monétaire. Il donne la parole à M. Cheysson.

M. CHEYSSON, tout en étant convaincu que la Société de statistique n'a pas à s'occuper des systèmes monétaires envisagés dans leur conception doctrinale et économique, propose de faire une exception en faveur de l'un d'eux, parce qu'il s'appuie largement sur la statistique et s'attaque à l'un de ses problèmes familiers : l'étude et la constatation de la variation des prix.

Ce système est celui que M. Léon Walras, professeur à l'Académie de Lausanne, a publié récemment dans deux brochures, intitulées : l'une, *Méthode de régularisation de la variation de la valeur de la monnaie* ; l'autre, *Monnaie d'or avec billon d'argent régulateur*.

Le but, c'est de conserver à la monnaie son pouvoir constant d'achat, ou de régulariser le prix d'un certain nombre de marchandises, choisies comme étalon multiple.

Le moyen, c'est de réduire l'argent à ce rôle de *billon régulateur*, qu'on introduirait dans la circulation ou qu'on en retirerait suivant les cas, de manière à maintenir l'équilibre, ou la *constance de la moyenne géométrique des prix*.

C'est l'État qui se réserve la frappe de ce billon, en écus de 5 fr. à  $\frac{9}{10}$  de fin ; c'est lui qui en règle l'émission ou le retrait d'après les variations des prix.

Pour établir ces variations, M. Walras analyse les méthodes de Cournot et de Jevons ; il admet qu'il faut s'adresser à plusieurs marchandises et comparer leurs prix au même moment de « la marée économique », ou plutôt pendant deux périodes consécutives dont chacune corresponde à une de ces marées. Chaque période est ainsi caractérisée par une moyenne générale, dont il donne la formule mathématique en fonction des moyennes partielles. En comparant les coefficients afférents à deux périodes consécutives, on constate la variation à corriger, et il ne reste plus qu'à manœuvrer en conséquence le mécanisme régulateur.

D'après une application restreinte aux marchés de la Suisse et à quelques denrées agricoles, M. Walras arrive à conclure que, pour combattre la baisse actuelle des prix, il faudrait émettre, dans les pays de l'Union latine, 720 millions de monnaie d'argent.

Après l'exposé du système, M. Cheysson en montre les difficultés statistiques.

Rien n'est plus malaisé que d'établir exactement le prix d'une denrée quelconque à un moment donné. On peut citer comme exemple le prix du pain qui, à l'heure actuelle, dans Paris varie d'un quartier à l'autre. Que serait-ce pour un grand pays, et à *fortiori* pour tous ceux qui composent l'Union latine ? Est-on sûr d'avance que les variations y seront parallèles ? En prendra-t-on la moyenne dans le résultat final ?

Quelles seront les marchandises à élever à la dignité de types, et admettre à ce titre dans l'étalon multiple ? Or, de ce choix dépendent la variation définitive et, en dernière analyse, le jeu du régulateur. Avec une sélection habile, on saura bien faire ressortir la conclusion qu'on se sera assignée d'avance.

Dans l'établissement de la moyenne, on ne peut, comme le fait M. Walras, songer à faire peser du même poids les marchandises d'inégale consommation, le pain et le fer, ou l'indigo et les plumes. Grosse complication à surmonter dans la pratique !

Ici M. Cheysson met sous les yeux de la Société un diagramme représentant, d'après l'*Economist* de Londres, les variations des prix de 20 marchandises en Angleterre, de 1845 à 1884. C'est un écheveau confus, dans lequel il est bien difficile de démêler « la marée économique », et où s'accusent en soubresauts brusques des influences perturbatrices qui faussent les moyennes, comme la guerre de sécession en 1866 pour le prix du coton, la spéculation de 1873 pour celui du café.

Au contraire, ce qu'on distingue nettement dans ces lignes qui se croisent en tous sens, c'est que la zone de leurs oscillations se rétrécit et tend constamment à s'abaisser : double conséquence de la concurrence internationale et de l'ouverture des marchés.

Ce diagramme fait éclater aux yeux la difficulté du choix des marchandises et l'importance de ce choix sur le taux définitif des variations.

Une autre difficulté statistique, c'est la connaissance de la circulation monétaire, qui est le second terme nécessaire pour mettre en jeu le régulateur. A supposer que l'on sache exactement le montant de la monnaie proprement dite, comment tenir compte de la circulation fiduciaire qui la supplée de plus en plus ? Ne sait-on pas que, dans les *Clearing-Houses*, la monnaie ne joue qu'un rôle insignifiant d'appoint (en 1883, à New-York, 192 millions sur un total de 244 milliards, moins de 1 pour 1,000) ? L'avenir semble nous préparer le spectacle de la décadence des métaux précieux par le perfectionnement du crédit.

Enfin, même en admettant résolues toutes ces difficultés insolubles, la constance de la moyenne géométrique des prix ne serait réalisée que pour l'être de raison achetant toutes les marchandises qui ont concouru au calcul de la moyenne et précisément dans la proportion où elles y ont concouru. Mais pour tous les consommateurs en chair et en os, avec leur budget réglé non d'après une formule, mais d'après leurs convenances individuelles, les discordances éclateraient comme avant, peut-être même avec aggravation.

Après ces objections statistiques, M. Cheysson n'a fait qu'indiquer, sans y insister, les objections économiques qui combattent le système de M. Walras avec plus de force encore : à savoir, les dangers de l'intervention de l'État, qui, en cas d'erreur, déchaînerait d'épouvantables perturbations dans le monde des affaires et dans l'équilibre des finances publiques ; ensuite, l'impuissance de ses efforts contre des courants d'une violence et d'une ampleur irrésistibles. Enfin, la baisse progressive du pouvoir d'achat est une sorte d'amortissement graduel des charges de l'État et des particuliers, un aiguillon pour le rentier oisif, une lente extinction des dettes, et tient lieu, comme l'a dit M. Léon Say, des lois agraires et des abolitions de dettes dans l'antiquité.

Pour ces divers motifs, et tout en professant beaucoup de sympathie personnelle et scientifique pour M. Léon Walras, M. Cheysson ne peut, en se plaçant au point de vue tant statistique qu'économique, donner son adhésion au système monétaire préconisé par cet auteur. (*Applaudissements.*)

M. Adolphe COSTE croit pouvoir compléter l'exposé que vient de faire M. Cheysson et fortifier ses critiques fort judicieuses, en faisant observer que M. Léon Walras entend remédier par son système du billon régulateur, non seulement à la baisse des prix résultant éventuellement d'une réduction des quantités monétaires, mais encore à la baisse qui proviendrait des progrès industriels. — Stanley-Jevons, qui a précédé M. Walras dans ses recherches, se préoccupait simplement de corriger les variations dues à l'influence monétaire ; M. Walras, lui, se propose de corriger toutes les variations des prix quelle qu'en soit la cause, afin de les ramener à une moyenne géométrique constante. C'est du moins ce qui résulte d'une lettre de l'auteur en réponse à la critique que M. Coste avait publiée sur le système dans son volume sur les *Questions sociales contemporaines*.

M. Clément JUGLAR, dans une intéressante communication que nous publierons dès que nous en aurons reçu le texte, s'attache à démontrer que tous les moyens plus ou moins ingénieux que l'on propose pour augmenter ou diminuer la circulation monétaire, suivant les besoins de la population, sont absolument inutiles ; les grandes affaires se traitant aujourd'hui par les instruments de crédit, dont la mon-

naie, qui est nécessaire néanmoins comme garantie des transactions, ne forme que la plus faible partie.

Les chiffres qu'il fournit à l'appui de sa thèse sont concluants, et si M. Juglar ne l'avait démontré par des documents authentiques, on aurait de la peine à croire combien le numéraire a joué un faible rôle dans les grandes opérations financières de notre temps et principalement dans les emprunts. M. Juglar cite, à cet égard, le premier emprunt de 2 milliards, pour lesquels il n'a été versé que 344 millions, dont seulement 38 en numéraire, somme qui n'arrive pas aux 11 centièmes de la masse des capitaux souscrits.

Quant au second emprunt de 3 milliards, le premier versement a été de 774 millions, sur lesquels il n'y avait que 8 millions en espèces.

On voit donc par là que, même dans les opérations au comptant, le numéraire ne joue qu'un rôle insignifiant.

Du reste, on peut constater que ce ne sont pas les pays les plus riches qui ont le plus de numéraire; ainsi l'Angleterre a beaucoup moins de numéraire que la France, est-ce à dire par cela qu'elle soit moins riche?

M. LÉON SAY, résumant la discussion, fait remarquer que M. Juglar a parfaitement démontré qu'aux époques de crise, il y avait une forte diminution dans l'encaisse de la Banque. Pour bien se rendre compte de cette diminution, il faut avoir soin, comme il l'a fait, de distinguer l'encaisse or de l'encaisse argent, ce dernier métal n'étant considéré que comme une sorte de billon. On voit alors que la dernière crise, celle de 1882, n'a pas eu une action moins funeste que les précédentes sur l'encaisse de la Banque, car si l'encaisse totale n'a pas diminué dans les mêmes proportions que par le passé, l'encaisse or a subi une atteinte presque aussi considérable.

Il en résulte que des procédés comme ceux de M. Walras, qui consistent à corriger l'absence du numéraire par un billon d'argent, n'en laisseraient pas moins subsister la crise, en introduisant dans l'encaisse de la Banque une monnaie non exportable. Ce procédé n'aurait d'autre résultat que d'amener des perturbations profondes dans l'état de la fortune publique et des fortunes privées.

Il pense donc, avec MM. Cheysson, Coste et Juglar, que le moyen de régulariser les crises, qui a été préconisé par M. Walras, ne saurait produire les effets que l'auteur lui attribue.

L'ordre du jour de la prochaine séance est ainsi fixé :

*Rapport fait par M. Cheysson au nom de la Commission du prix (question des moyennes) et vote sur les conclusions de ce rapport.*

*La Production et la Consommation des métaux précieux, par M. Fournier de Flaix.*

*La Concentration des communes en Italie et situation financière des communes de France, par M. de Crisenoy.*

La séance est levée à 11 heures.

---